

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 20/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THERMOCOLOR CENTRE

59 rue du Maréchal Leclerc

BP 15

28110 LUCE

Références : VAT20220648
Code AIOT : 0010000458

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement THERMOCOLOR CENTRE implanté 59 Rue du Maréchal Leclerc 28110 LUCE. L'inspection a été annoncée le 05/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THERMOCOLOR CENTRE
- 59 Rue du Maréchal Leclerc 28110 LUCE
- Code AIOT : 0010000458
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THERMOCOLOR Centre réalise du traitement (sans chrome) de pièces en aluminium utilisées pour fabriquer des cadres de fenêtres, des vérandas, du mobilier urbain. La pièce est ensuite peinte par poudrage avec des peintures polyester.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les suites de la visite d'inspection du 08/02/2021,
- La situation administrative,
- La défense incendie,
- Les rejets atmosphériques,
- Les installations de traitement de surfaces

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	NC2*VI08022021	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.3	Non-conformité	Lettre de suite préfectorale	60 jours
8	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
11	Eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.6	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
17	Ouvrages épuratoires	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.2.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC1*VI08022021	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.4	/ Non-conformité	Sans objet
6	NC6VI08022021	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.3.5	Non-conformité	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.3	/	Sans objet
12	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.3	/	Sans objet
15	Rétentions du TS	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.2.1.1.	/	Sans objet
18	Installation de traitement des effluents (station de détoxification)	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.1.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
23	[GEREP]-Fiabilité des données	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	/	Sans objet
26	Traçabilité des déchets	AP Complémentaire du 02/02/2015, article 5.1.4	/	Sans objet
28	Alarmes	AP Complémentaire du 02/02/2015, article 8.2.2	/	Sans objet
29	Alarmes-général	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	NC3*VI08022021	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.1.1	Non-conformité	Sans objet
4	NC4VI08022021	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.4.1	Non-conformité	Sans objet
5	NC5VI08022021	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.4.2	Non-conformité	Sans objet
7	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 1.2.1	/	Sans objet
10	Entretien moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.2	/	Sans objet
13	Conduits des vapeurs des bains de traitement de surface	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.4.1	/	Sans objet
14	Fours de séchage et de polymérisation	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.4.2	/	Sans objet
16	Chauffage des cuves du TS	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.2.1.1.	/	Sans objet
19	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
20	[GEREP]-Emissions chroniques	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	/	Sans objet
21	[GEREP]-Déclaration déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Sans objet
22	[GEREP]-TTD	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-IV	/	Sans objet
24	[GEREP]-Site internet	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6	/	Sans objet
25	[GEREP]-Délai de déclaration	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Sans objet
27	Etiquetage	AP Complémentaire du 02/02/2015, article 7.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : NC1*VI08022021
Prescription contrôlée : [...]Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. [...]
Constats : le rapport de vérification complète foudre réalisée par l'APAVE le 13/05/2022 recense une anomalie "TGBT : section des conducteurs de câblage trop faible".
Observations : NC1*VI08022021 (1 mois) : Les 2 anomalies relatives au TGBT relevées par l'APAVE lors dans le rapport de vérification foudre du 24/11/2020 (compteur d'impulsion à installer, section des conducteurs de câblage trop faible) n'ont pas encore été corrigées. L'exploitant a répondu par courrier du 29/03/2021 : "Une date d'intervention avec le prestataire Hervé Thermique a été confirmée au 10/04/2021, pour effectuer ces travaux. Une vérification de la conformité des travaux devra par la suite être effectuée par l'APAVE. - Délai : Fin Août." Constat au 19/10/2022 : L'exploitant a présenté le rapport de vérification complète foudre réalisée par l'APAVE le 13/05/2022. Le rapport recense une anomalie récurrente "TGBT : section des conducteurs de câblage trop faible". L'exploitant a indiqué avoir demandé un devis pour la résorption de cette anomalie, . Le rapport indique également que le dispositif de comptage d'impulsions au TGBT est conforme.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : NC2*VI08022021

Prescription contrôlée :

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par des points d'eau (5 au maximum) judicieusement répartis, utilisables par les services de secours et permettant d'assurer pendant 2 heures un débit en fonctionnement simultané de 300 m³/h, soit un volume disponible en permanence de 600 m³. Ces points d'eau peuvent être :

- des poteaux incendie DN100 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN et délivrant individuellement un débit minimum de 60 m³/h sous 1 bar ;
- des poteaux incendie DN150 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN et délivrant individuellement un débit minimum de 120 m³/h sous 1 bar ;
- une ou des réserves incendie répondant aux caractéristiques suivantes :
- disposer d'une capacité unitaire en tout temps d'au moins 120 m³ ;
- disposer d'une aire d'aspiration de 32 m² (8x4) par tranche de 120 m³ ; chaque aire est stabilisée pour un véhicule exerçant une force portante de 160 kN ;
- disposer d'une canne ou d'un poteau d'aspiration par tranche de 120 m³. La défense extérieure contre l'incendie peut être assurée à la fois par des poteaux d'incendie et des réserves dès lors que l'ensemble des critères ci-dessus sont respectés.

La répartition des points d'eau doit permettre de disposer en simultané pendant 2h de 180 m³/h au minimum à moins de 200 mètres du bâtiment par les chemins praticables. Le reste du débit, à savoir 120 m³/h peut être assuré par des points d'eau situés à moins de 400 m du bâtiment.

[...]

Constats : Les poteaux incendie 2,4,5,6 ne délivrent pas le débit requis de 60 m³/h.

Les poteaux N°4, N°5 et N°6 ne sont pas en bon état.

Observations : NC2*VI08022021 (1 mois) : Les poteaux ne délivrent pas un débit suffisant pour répondre aux besoins en eau du site.

L'exploitant a répondu par courrier du 29/03/2021 : "Comme échangé lors de l'inspection du 08/02/2021, nous allons nous rapprocher des autres ICPE présentes sur le site, afin de trouver des solutions. Nous allons également reprendre contact avec le propriétaire pour le relancer sur le sujet. - Délais : Février 2022."

Constat au 19/10/2022 : Par courriel du 19/09/2022, l'exploitant a envoyé le rapport de vérification des poteaux incendie, vérification réalisée par Bureau Veritas le 23/06/2022.

Les résultats sont les suivants :

Emplacement	N° du poteau	Débit en m ³ /h sous 1 bar	Distance du bâtiment
Allée TLC	4	28	> 200 m et < 400 m
Allée MRA	5	29	< 200 m
Entrée HYDRO	1	145	< 200 m
(rue Maurice Violette)			
Allée arrière	2	39	< 200 m
Parking	3	76	< 200 m
Parking SMAC	6	41	< 200 m

Les poteaux incendie ayant des prises D100, le débit prescrit est 60 m³/h.

Les autres constats du bureau d'études sont les suivants :

Présence d'eau aux PEI alimentés sous pression

2022-06-23 NP/230622/154253/0 - - Poteau N°6: La manoeuvre du robinet de barrage est beaucoup trop difficile (Voir pour un graissage au niveau de la bride): les essais d'écoulement d'eau du poteau ont été réalisés avec difficulté.

Etat technique général

2021-09-15 NP/150921/161110/0 - Poteaux N°4, N°5 et N°6: La vidange de ces poteaux ne fonctionne plus.

2022-06-23 NP/230622/150703/0 - - Le poteau d'incendie N°6 présente plusieurs défauts: la tête au niveau du carré de manoeuvre est absente, une fuite se manifeste au niveau de la tête lors de la mise en eau du poteau, et la partie mécanique au dessus de la tête a tendance à devenir mobile lors de la mise en eau."

L'inspection note le retour au fonctionnement des poteaux incendie n°3 et 5 qui étaient indiqués "non fonctionnels" lors du contrôle réalisé le 10/07/2020.

L'inspection indique dans le rapport que l'arrêté ministériel du 9/4/2019 applicable aux installations de traitement de surfaces à enregistrement prescrit un débit minimum de 60 m3/h. C'est en effet le débit d'utilisation des moto-pompes utilisées par les pompiers.

L'exploitant a ajouté les précisions suivantes :

- présence d'une cuve d'eau (distillat issu de l'évaporateur) de 15 m3 utilisable sur le site,
- le propriétaire ne fait pas de travaux.

Le débit cumulé entre P1 et P3 est de 221 m3/h (à moins de 200 m). Il manque 80 m3/h à moins de 400 m.

L'exploitant a indiqué avoir connaissance d'un poteau côté EMGEPE, il va se renseigner.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.1.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Eau		
Point de contrôle déjà contrôlé : NC3*VI08022021		
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :		
Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)
Réseau public	CHARTRES	4000
[...]		
Constats : Pas d'écart constaté		
Observations : NC3*VI08022021 (3 mois) : En 2020, la consommation d'eau du site a dépassé le seuil annuel autorisé (4444 m ³ au lieu de 4000m3) L'exploitant a répondu par courrier du 29/03/2021 : Suite à la mise en place du rejet zéro en Septembre 2020, nous pouvons constater une diminution de la consommation de 30% par rapport à l'année précédente (en seulement 4 mois de rejet zéro). En effet au 4ème trimestre nous avons consommé 424 m3 (facture CMEau). Si nous rapportons ces données sur une année (424 m3 x 4 trimestres), nous devrions avoir une consommation d'eau d'environ 1696 m3/an. Pour vérifier cela nous devons attendre la facture de décembre 2021, ainsi nous aurons un visuel de la consommation d'eau sur 12 mois. Délai :Janvier 2022 Constat au 19/10/2022 : L'exploitant a présenté les factures d'eau de l'année 2021, la somme des consommations des 4 trimestres est de 1808 m3. L'exploitant indique que la consommation a diminué grâce au dispositif de rejet zéro et de réutilisation de l'eau traitée.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.4.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
Point de contrôle déjà contrôlé : NC4VI08022021			
Prescription contrôlée : Les rejets des conduits raccordés aux bains de traitement de surface sont tenus de respecter les valeurs limites d'émission suivantes (conduits 1 et 2) :			
Paramètre	Valeur limite d'émission (en mg/Nm ³)	Flux maximal rejeté par conduit (en g/h)	Flux maximal rejeté par conduit (en kg/j)
Acidité totale exprimée en H ⁺	0,5	3,75	0,06
HF, exprimé en F	2	15	0,026
Alcalins, exprimés en OH	10	75	1,28
Cr total	1	7,5	0,13
Cr VI	0,1	0,75	1,7.10 ⁻³
Ni	5	37,5	0,64
CN	1	7,5	0,13
NO _x , exprimés en NO ₂	200	1500	25,5
SO ₂	100	750	12,75
NH ₃	30	225	3,83
Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.			
[...]			
Constats : Pas d'écart constaté.			
Observations : NC4VI08022021 (1 mois) : Les flux maximums rejetés en kg/jour au niveau des conduits 1 et 2 ne sont pas indiqués dans le dernier rapport annuel du 27/02/2020. L'exploitant a répondu par courrier du 29/03/2021 : "Une demande auprès de notre prestataire vient d'être faite pour que les flux rejetés en Kg/jour au niveau des conduits 1 et 2 soient indiqués dans le prochain rapport annuel. Délai : fin Mars/début Avril 2021 (date du venu de notre prestataire sur site pour la réalisation de mesures)." Constat au 19/10/2022 : L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des rejets du traitement de surfaces, Bureau Veritas, date du contrôle : 07/06/2022. Les flux en kg/j sont indiqués pour les deux conduits et sont conformes à la prescription contrôlée.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.4.2											
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques											
Point de contrôle déjà contrôlé : NC5VI08022021											
Prescription contrôlée : Les rejets des conduits raccordés aux fours de séchage et de polymérisation respectent les valeurs limites ci-dessous définies (conduits 3 et 4 – valeurs à une concentration de 3 % en O2)											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>Valeur limite d'émission (en mg/Nm3)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Poussières</td><td>5</td></tr> <tr> <td>NO_x</td><td>150</td></tr> <tr> <td>CO</td><td>100</td></tr> <tr> <td>SO₂</td><td>35</td></tr> </tbody> </table>		Paramètre	Valeur limite d'émission (en mg/Nm3)	Poussières	5	NO _x	150	CO	100	SO ₂	35
Paramètre	Valeur limite d'émission (en mg/Nm3)										
Poussières	5										
NO _x	150										
CO	100										
SO ₂	35										
Constats : Pas d'écart constaté.											
Observations : NC5VI08022021 (3 mois) : Les rejets en CO au niveau du four de polymérisation sont supérieurs au seuil prescrit lors du dernier contrôle des rejets atmosphériques des fours de 21/06/2028. Constat au 19/10/2022 : L'exploitant a répondu par courrier du 29/03/2021. "Le rapport datant de 2018, nous avons depuis mis en place des actions correctives : - Maintenance des fours (ramonage des conduits) Des mesures après actions correctives ont été faites et sont conformes (voir pièces jointes)." Constat au 19/10/2022 : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de mesures des rejets atmosphériques concernant les installations de combustion. Intervention du 31/03/2021- Bureau Veritas. Il en ressort le respect des valeurs limites d'émission en concentration pour les deux fours.											
Type de suites proposées : Sans suite											
Proposition de suites : Sans objet											

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.3.5													
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales													
Point de contrôle déjà contrôlé : NC6VI08022021													
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :													
<table border="1"> <tr> <td>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</td> <td>N° 1</td> </tr> <tr> <td>Nature des effluents</td> <td>Eaux résiduelles industrielles</td> </tr> <tr> <td>Débit maximal journalier (m³/j)</td> <td>9,6</td> </tr> <tr> <td>Exutoire du rejet</td> <td>Réseau communal eaux pluviales</td> </tr> <tr> <td>Milieu naturel récepteur</td> <td>Eure</td> </tr> <tr> <td>Traitement avant rejet</td> <td>Station de détoxification (neutralisation, floculation, décantation)</td> </tr> </table>	Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1	Nature des effluents	Eaux résiduelles industrielles	Débit maximal journalier (m ³ /j)	9,6	Exutoire du rejet	Réseau communal eaux pluviales	Milieu naturel récepteur	Eure	Traitement avant rejet	Station de détoxification (neutralisation, floculation, décantation)	
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1												
Nature des effluents	Eaux résiduelles industrielles												
Débit maximal journalier (m ³ /j)	9,6												
Exutoire du rejet	Réseau communal eaux pluviales												
Milieu naturel récepteur	Eure												
Traitement avant rejet	Station de détoxification (neutralisation, floculation, décantation)												
<table border="1"> <tr> <td>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</td> <td>N° 2</td> </tr> <tr> <td>Nature des effluents</td> <td>Eaux usées domestiques</td> </tr> <tr> <td>Exutoire du rejet</td> <td>Réseau communal eaux usées</td> </tr> <tr> <td>Traitement avant rejet au milieu naturel récepteur</td> <td>Station d'épuration des eaux de la communauté de communes CHARTRES METROPOLE</td> </tr> </table>	Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 2	Nature des effluents	Eaux usées domestiques	Exutoire du rejet	Réseau communal eaux usées	Traitement avant rejet au milieu naturel récepteur	Station d'épuration des eaux de la communauté de communes CHARTRES METROPOLE					
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 2												
Nature des effluents	Eaux usées domestiques												
Exutoire du rejet	Réseau communal eaux usées												
Traitement avant rejet au milieu naturel récepteur	Station d'épuration des eaux de la communauté de communes CHARTRES METROPOLE												
<table border="1"> <tr> <td>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</td> <td>N° 3</td> </tr> <tr> <td>Nature des effluents</td> <td>Eaux pluviales</td> </tr> <tr> <td>Exutoire du rejet</td> <td>Réseau communal eaux pluviales</td> </tr> <tr> <td>Milieu naturel récepteur</td> <td>Eure</td> </tr> </table>	Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 3	Nature des effluents	Eaux pluviales	Exutoire du rejet	Réseau communal eaux pluviales	Milieu naturel récepteur	Eure					
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 3												
Nature des effluents	Eaux pluviales												
Exutoire du rejet	Réseau communal eaux pluviales												
Milieu naturel récepteur	Eure												
Constats : Absence de présentation du dernier contrôle relatif aux eaux pluviales. L'exploitant transmettra les éléments relatifs aux échanges avec le propriétaire.													
Observations : NC6VI08022021 (3 mois) : Absence de présentation du dernier contrôle relatif aux eaux pluviales L'exploitant a répondu par courrier du 29/03/2021. : "Nous n'avons aucun parking propre a THERMOCOLOR, puisque celui-ci appartient au propriétaire et abrite différentes sociétés normalement c'est à lui d'effectuer les travaux."													
Constat au 19/10/2022 : L'exploitant a réitéré ce point, et a complété en indiquant que le parking était commun à plusieurs sociétés, dont un garage.													
Type de suites proposées : Susceptible de suites													
Proposition de suites : Sans objet													

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
Rubrique	Alinéa	Régime A ,NC	
2565	2a	A	10 000 l
2940	3a	A	500 kg/j
2910	-	NC	0,5 MW
Constats : Pas d'écart constaté.			
Observations : Constat au 19/10/2022 : Les installations de traitement de surfaces n'ont pas été modifiées. Ces installations relèvent désormais du régime de l'enregistrement.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 8 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.3.2	
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : [...] Les exutoires font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme compétent.	
Constats : Les équipements de désenfumage ne sont pas maintenus en bon état	
Observations : Constat au 19/10/2022 : Par courriel du 14/10/2022, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations de désenfumage : contrôle réalisé par la société PSE le 27/04/2022. Le rapport indique les anomalies suivantes : défaut d'ouverture de certaines trappes (1 trappe en zone montage, 5 trappes en zone cabines de peintures). Le rapport indique également "2 bouteilles de 300 g remplacer". L'exploitant précise qu'il s'agit d'un remplacement. L'exploitant a indiqué avoir demandé un devis.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	
Proposition de délais : 60 jours	

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...]Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum à une périodicité annuelle par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport.</p> <p>L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.[...]</p>
Constats : Le rapport de thermographie infrarouge présente une anomalie.
<p>Observations : Constat au 19/10/2022</p> <p>L'exploitant a présenté le Q18 de l'unité 1 (contrôle réalisé par DEKRA le 25/02/2022). Le document indique que la vérification fut complète et que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>L'exploitant a présenté le Q18 de l'unité 2 (contrôle réalisé par DEKRA le 25/02/2022). Le document indique que la vérification fut complète et que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de thermographie infrarouge Q19 réalisée par DEKRA le 09/09/2022. Le rapport indique que l'intégralité des matériels et/ou ensembles d'appareillage déclarés a été contrôlée. Les matériels/ensembles d'appareillage non déclarés étant les matériels inaccessibles en sécurité ou en l'absence de moyens d'accès, situés derrière des obstacles non démontables (faux plafonds, ...), introuvables ou inconnus (boîtes de jonction, ...).</p> <p>Le rapport recense 1 anomalie de priorité 2 (disjoncteur moteur à l'armoire osmoseur de l'atelier peinture). L'action préconisée est : "Remplacer la protection par un matériel de même référence, s'assurer que le réglage du thermique soit bien réglé ainsi que les câbles amont et aval ne soient pas dégradés Si présence d'oxydation, couper sur 5 cm ou remplacer les conducteurs."</p> <p>L'exploitant a présenté un devis de la société "Requier Solutions Techniques Industrielles" pour résorber cette anomalie.</p> <p>Le rapport indique également que "Les cellules haute tension ne sont pas vérifiées, nous vous recommandons de faire cette vérification par la méthode ultrasonore."</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Entretien moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Les moyens de secours sont vérifiés a minima une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat au 19/10/2022 : L'exploitant a présenté le bilan de vérification des extincteurs : contrôle réalisé par la société AK PROTECTION (73 extincteurs), le 22/06/2022 (selon référentiel R4 de l'APSAD). La mention de ce contrôle est portée sur le registre de sécurité ainsi que les interventions précédentes (par exemple : 15/06/2021). L'inspecteur a consulté le rapport complet qui indique que l'entreprise a vérifié 68 extincteurs et en a ajouté 4, rechargé 12. Le bilan de vérification mentionne un extincteur de plus, l'exploitant se renseignera sur cette différence. Par sondage, l'inspecteur a regardé quelques extincteurs, ils portent un macaron "2022" de la société AK PROTECTION.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au confinement de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie (eaux d'extinction et eaux pluviales) afin que celles-ci soient récupérées ou traitées, ceci visant à prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Le confinement des eaux d'extinction d'un incendie est ainsi assuré :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit par la mise en place d'un ou plusieurs bassins de confinement correctement dimensionnés ; • soit par la mise en rétention des bâtiments ; les entrées et sorties du bâtiment sont alors obturées par des dispositifs de confinement empêchant toute sortie des eaux polluées. [...] <p>Les dispositifs nécessaires à la mise en œuvre des systèmes d'obturation doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Ils sont accessibles et clairement signalés. [...]</p>
Constats : La barrière de rétention au niveau "Entrée camions" ne peut être installée car un des supports a été démonté pour cause de travaux.
<p>Observations : Constat au 19/10/2022 :</p> <p>L'inspection a constaté la présence des 3 barrières de rétention au niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la séparation bureaux/production, - zone de production/issue de secours, - zone de stockage du quai de livraison : un des supports de cette porte est manquant car des travaux ont eu lieu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.3			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée :			
Conduit	Hauteur minimale du conduit (en m)	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
1	10	7500	8
2	10	7500	8
3	10	15000	8
4	10	1000	5
<p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p>			
<p>Constats : Les vitesses d'éjection minimales ne sont pas respectées sur le conduit "Entrée tunnel" et "Sortie tunnel" (resp. 3,89 et 5,42 m/s).</p>			
<p>Observations : L'inspecteur a consulté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques, Bureau Veritas, date du contrôle : 31/03/2021 Les vitesses minimales d'éjection des gaz sont respectées.</p> <p>L'inspecteur a consulté le rapport de contrôle des rejets du traitement de surfaces, Bureau Veritas, date du contrôle : 07/06/2022 Les vitesses d'éjection minimales ne sont pas respectées sur les conduits 1 et 2 "Entrée tunnel" et "Sortie tunnel" (respectivement 3,89 et 5,42 m/s).</p>			
Type de suites proposées : Susceptible de suites			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 13 : Conduits des vapeurs des bains de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.4.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Les rejets des conduits raccordés aux bains de traitement de surface sont tenus de respecter les valeurs limites d'émission suivantes (conduits 1 et 2) :			
Paramètre	Valeur limite d'émission (en mg/Nm ³)	Flux maximal rejeté par conduit (en g/h)	Flux maximal rejeté par conduit (en kg/j)
Acidité totale exprimée en H +	0,5	3,75	0,06
HF, exprimé en F	2	15	0,026
Alcalins, exprimés en OH	10	75	1,28
Cr total	1	7,5	0,13
Cr VI	0,1	0,75	1,7.10 ⁻³
Ni	5	37,5	0,64
CN	1	7,5	0,13
NO _x , exprimés en NO ₂	200	1500	25,5
SO ₂	100	750	12,75
NH ₃	30	225	3,83
Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite. Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.			
Constats : Pas d'écart constaté.			
Observations : L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des rejets du traitement de surfaces, Bureau Veritas, date du contrôle : 07/06/2022 Les rejets sont conformes. Les Valeurs limites d'émission ne sont pas complètes sur le rapport au regard de l'arrêté préfectoral du 2/2/2015. Les flux journaliers calculés ne semblent pas corrects (exemple de l'HF) et le nombre d'heures de fonctionnement n'est pas indiqué sur le rapport. Le rapport mentionne également : "Entrée tunnel / HF CRVI CN : L'extracteur d'air à l'entrée du tunnel n'est plus en fonctionnement depuis plusieurs mois aux dires du responsable maintenance. - Entrée tunnel / Multi : L'extracteur d'air à l'entrée du tunnel n'est plus en fonctionnement depuis plusieurs mois aux dires du responsable maintenance."			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 14 : Fours de séchage et de polymérisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.4.2											
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques											
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet											
Prescription contrôlée : Les rejets des conduits raccordés aux fours de séchage et de polymérisation respectent les valeurs limites ci-dessous définies (conduits 3 et 4 – valeurs à une concentration de 3 % en O2)											
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Valeur limite d'émission (en mg/Nm3)</th></tr><tr><td>Poussières</td><td>5</td></tr><tr><td>NO_x</td><td>150</td></tr><tr><td>CO</td><td>100</td></tr><tr><td>SO₂</td><td>35</td></tr></table>		Paramètre	Valeur limite d'émission (en mg/Nm3)	Poussières	5	NO _x	150	CO	100	SO ₂	35
Paramètre	Valeur limite d'émission (en mg/Nm3)										
Poussières	5										
NO _x	150										
CO	100										
SO ₂	35										
Constats : Pas d'écart constaté.											
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de mesures des rejets atmosphériques concernant les installations de combustion. Intervention du 31/03/2021- Bureau Veritas. Il en ressort le respect des valeurs limites d'émission en concentration.											
Type de suites proposées : Sans suite											
Proposition de suites : Sans objet											

N° 15 : Rétentions du TS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.2.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...]Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...).[...]</p> <p>Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui doivent être maintenus fermés. Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...]</p>
<p>Constats : La rétention de la chaîne de dégraissage contient de l'huile, et le point bas de la rétention ne dispose pas d'une alarme. Le point bas de la rétention de la chaîne de conversion ne dispose pas d'une alarme.</p>
<p>Observations : Constat au 19/10/2022 :</p> <p>L'inspecteur a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la rétention de la chaîne de dégraissage contient de l'huile, et le point bas de la rétention ne dispose pas d'une alarme, les rinçages sont envoyés vers un point bas séparé de la rétention et pompé vers la station de traitement, - la rétention de la chaîne de conversion est propre et sèche, et le point bas de la rétention ne dispose pas d'une alarme, les rinçages sont envoyés vers un point bas séparé de la rétention et pompé vers la station de traitement. <p>Les produits utilisés sont entreposés sur des rétentions, séparées par produits incompatibles.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Chauffage des cuves du TS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.2.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage TS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat au 19/10/2022 : L'exploitant a relevé les deux cannes de niveau de la cuve de dégraissage, la chaîne s'est arrêtée et une alarme sonore et visuelle a retenti. L'exploitant a expliqué que l'arrêt de la chaîne signifie l'arrêt du chauffage. Aucun signal visible n'indique si le bain est en chauffe ou non, l'écran de pilotage indique uniquement la température de consigne et la température du bain. Les cuves sont en inox et les bains sont chauffés par échangeur thermique à eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Ouvrages épuratoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, ouvrages épuratoires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.
Constats : La rétention de la station de traitement n'est pas isolée de l'ancien point de rejet et ne dispose pas de point bas ni de déclencheur d'alarme.
Observations : L'inspecteur a constaté que dans la rétention des ouvrages épuratoires se trouve l'ancien point de rejet vers les égouts, il y a une plaque dessus qui n'assure pas l'étanchéité. Il n'y a pas de point bas dans cette rétention, ni de déclencheur d'alarme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 18 : Installation de traitement des effluents (station de détoxification)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de traitement des effluents (station de détoxification)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement des effluents sont conçues de manière à tenir compte des variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. La détoxification des eaux résiduaires peut être effectuée soit en continu, soit par bâchées. Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser sont effectués soit en continu, soit à chaque bâchée, selon la méthode de traitement adoptée. L'ouvrage d'évacuation des eaux issues de la station de détoxification est aménagé pour permettre ou faciliter la mesure de débit et l'exécution des prélèvements.
Constats : L'exploitant précisera quel est le rejet résiduel dans les égouts et demandera l'autorisation de rejet à la collectivité.
Observations : Constat au 19/10/2022 L'inspecteur a constaté l'installation de traitement des effluents (eaux de rinçage) ainsi que l'installation d'évaporation qui produit l'eau distillée. Des groupes froids sont nécessaires pour refroidir l'eau en sortie d'évaporateur. Les eaux de rinçage font l'objet d'une neutralisation à la soude, puis d'une floculation, d'une décantation. Les boues sont pressées et évacuées en déchet. L'eau clarifiée est envoyée dans l'évaporateur dont les concentrats sont évacués en déchets. Le distillat passe ensuite dans un filtre à charbon et est utilisée comme eau de rinçage. L'ancien point de rejet est recouvert d'une plaque, un autre tuyau y aboutit, l'inspecteur n'a pas noté de quel rejet il s'agit.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels, • d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ; • d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ; • de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine. <p>Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat au 19/10/2022 : l'exploitant a précisé que les consommations d'eau sont l'appoint des chaines et l'eau sanitaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; – la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; – les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : => SANS OBJET POUR LES REJETS AQUEUX (ZERO REJET), FAIT pour les rejets atmosphériques (données non vérifiées et très inférieurs aux seuils GEREP).</p> <p>=> L'exploitant a déclaré un prélèvement de 1808 m³/an en 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : [GEREP]-Déclaration déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : – les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : – les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an. Cette déclaration comprend : – la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée »; – la quantité par nature du déchet ; – le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; – le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'exploitant a déclaré sur le site GERP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déchets dangereux : 99,041 tonnes. - Déchets non dangereux : 85,02 tonnes. <p>Les champs requis sont renseignés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : [GEREP]-TTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-IV
Thème(s) : Risques chroniques, TTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets soumis à notification, l'exploitant indique en outre le numéro de notification. »</p>
Constats : Sans objet.
Observations : La déclaration GERP ne mentionne pas d'expédition de déchets à l'étranger.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : [GEREP]-Fiabilité des données

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Fiabilité des données
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets. Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées.</p> <p>Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>
Constats : La déclaration GEREPR présente au moins une anomalie (code déchet 060106* à déclarer au lieu de 160106).
<p>Observations : Constat au 19/10/2022 : L'inspecteur a demandé à l'exploitant de sortir le registre des déchets dangereux afin de vérifier par sondage la quantité des déchets déclarés dans GEREPR : - 060106* pour 7,664 tonnes. Or le bordereau indique le code déchet 160106.</p> <p>Le registre des déchets de l'exploitant réalise la somme annuelle par type de déchet.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : [GEREP]-Site internet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Site internet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère « en charge des installations classées » prévu à cet effet et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement. Ce service peut demander à l'exploitant de modifier, compléter ou justifier tout élément de sa déclaration.</p> <p>Ces modifications, compléments ou justifications sont transmis dans un format identique à celui de la déclaration initiale.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La déclaration GEREPR a été transmise par l'exploitant sur le site internet dédié le 11/03/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : [GEREP]-Délai de déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Délai de déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. Pour les installations classées relevant du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, la date ci-dessus est remplacée par celle fixée par l'article R. 229-20 du code de l'environnement. »
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La déclaration GEREP a été transmise par l'exploitant sur le site internet dédié le 11/03/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/02/2015, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.
Constats : L'exploitant ne dispose pas du bordereau final d'élimination lorsque le déchet fait l'objet d'un regroupement (exemple : déchet 160106)
Observations : Constat le 19/10/2022 : L'exploitant a présenté un bordereau de suivi de déchet pour un déchet au code 160106 (expédition de 7,664 tonnes), qui a fait l'objet d'un regroupement. L'exploitant a indiqué ne pas disposer d'autre document. Il doit cependant avoir le bordereau de regroupement accompagné de l'annexe II du formulaire CERFA n° 12571*01.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Etiquetage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/02/2015, article 7.5.2
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat au 19/10/2022 : Les baignoires de dégraissage et de conversion sont identifiées, et étiquetées selon le règlement CLP. Les fûts et emballages de produits chimiques entreposés à proximité des deux chaînes sont identifiés et étiquetés. Les baignoires de rinçage de la chaîne de dégraissage sont identifiées, ceux de la chaîne de conversion sont identifiées et étiquetées selon le règlement CLP, alors qu'ils ne devraient pas l'être (rinçage à l'eau). L'exploitant a expliqué que c'est pour éviter que les agents y interviennent sans précaution.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : Alarmes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/02/2015, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Alarmes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La cabine de poudrage est équipée d'un système de détection et d'extinction d'incendie conforme à la directive ATEX. En cas de fumée ou de départ d'incendie, le système déclenche automatiquement une alarme, coupe les alimentations électriques et enclenche l'extinction des cabines. Ces dispositifs sont testés périodiquement et vérifiés au moins annuellement par un organisme compétent.
[...]
Constats : L'exploitant transmet le bon d'intervention du remplacement des batteries de la détection / extinction des deux cabines de peinture poudre.
Observations : Constat au 19/10/2022 : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de la détection / extinction des deux cabines de peinture poudre (4 détecteurs), réalisé par la société CEMI le 10/10/2022. Le rapport mentionne : - pas de réintervention nécessaire" et - "Intervention pour la vérification de maintenance du système d'alarme incendie extinction automatique , 2 bouteilles de CO2, 4 détecteurs infrarouges avec flash lumineux et sonore et coupure production : OK" - "Prévoir le remplacement de batterie 2 x 12V - T Ah. L'exploitant a indiqué que le remplacement de ces batteries interviendra dans le cadre de la maintenance de l'installation, sous un mois selon lui.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : Alarmes-général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme sonore et visuel sur site[...]
Constats : L'exploitant transmettra le rapport de contrôle du système d'alarme incendie.
Observations : Constat au 19/10/2022 : L'inspecteur a constaté sur le registre de sécurité que la vérification du système d'alarme incendie a été réalisée le 10/10/2022 par EUROFEU. Le rapport ne lui était pas parvenu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet